

# Verhofstadt sort un plan pour les réfugiés

**Le président des Libéraux au Parlement européen propose de créer une agence qui reprenne le contrôle de la frontière entre la Turquie et la Grèce.**

VINCENT GEORIS

Pour Guy Verhofstadt, la politique européenne d'accueil des réfugiés est un échec. «Rien ne marche», dit le président des Libéraux au Parlement européen (ADLE). «Et cela continuera tant que les leaders européens seront incapables de résoudre le problème». Pour parer au plus urgent, l'ancien Premier ministre belge propose une feuille de route en 7 points. M. Verhofstadt présentait ce plan hier au Premier ministre des Pays-Bas, Mark Rutte, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE. Il le défendra, sous peu, auprès de la Commission et au Parlement à Strasbourg.

■ **Une force européenne d'intervention rapide pour les réfugiés**, sous l'autorité de la Commission. Deux mille gardes-frontières nationaux seraient envoyés à la frontière gréco-turque pour enregistrer les réfugiés, assurer la sécurité et vérifier le statut des migrants. «Ceux qui, après analyse, n'obtiennent pas une réponse positive, seront renvoyés dans leur pays d'origine», dit-il. Cette force

serait créée dans le cadre de l'article 78.3 du Traité de l'UE, qui autorise l'adoption de «mesures provisoires» en cas d'*«afflux soudain de ressortissants de pays tiers»*. Cette disposition évite de devoir passer par la case législation et confie la décision finale au Conseil européen. Le prochain se réunit le 18 février.

■ **Un corps de gardes-frontières européen**, créé au départ de Frontex. Cette proposition, déposée depuis plusieurs mois par la Commission, n'avance pas. Guy Verhofstadt propose d'accélérer le processus et de multiplier par cinq le budget de Frontex, à 600 millions d'euros.

■ **Mieux utiliser les trois milliards d'euros alloués à la Turquie**. «L'accord conclu avec la Turquie n'a rien changé à la situation», dit M. Verhofstadt. Dans son plan, un milliard serait versé directement au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Deux milliards iraient aux réfugiés dans les camps «afin de les dissuader de prendre la route vers l'Europe». Actuellement, ils reçoivent chacun une aide de 7 dollars par mois. «C'est insuffisant, avant ils recevaient 28 dollars», dit-il.

■ **Transformer en centres d'accueil les «hotspots» actuels**, les lieux de

contrôle établis en Grèce et en Italie. Ils seraient gérés par l'Erref et, ensuite, le corps de gardes-frontières européen.

■ **Une procédure d'asile unique européenne** au lieu des 28 systèmes coexistant en Europe. Cette nouvelle procédure remplacerait le Règlement de Dublin, qui est un échec. «Il est clair que les États ne respectent pas ce règlement. Ils préfèrent envoyer les réfugiés dans l'État voisin plutôt que trouver une solution européenne.»

■ **Une carte bleue pour les migrants économiques** pour gérer la migration économique.

■ **Un plan de paix européen et un plan «Marshall» pour la région**. «Si la situation en Syrie continue à se détériorer, nous devons affronter l'arrivée de trois millions de nouveaux migrants». M. Verhofstadt propose d'intensifier les efforts européens dans les négociations de paix de Genève, accroître le soutien aux forces d'opposition syriennes et mieux coordonner les efforts pour détruire Daech.

**«Si on n'accepte pas ce plan, ce sera la fin de**

**Schengen.»**

GUY VERHOFSTADT  
PRÉSIDENT DES LIBÉRAUX  
AU PARLEMENT EUROPÉEN

**L'ALLEMAGNE  
SERRE LA VIS**

La coalition gouvernementale conduite par la chancelière Angela Merkel a durci les conditions d'octroi du droit d'asile en Allemagne. Cette décision a été prise grâce à un compromis entre les conservateurs de la CDU, à laquelle appartient Angela Merkel, et les ministres du Parti social-démocrate.

Les mesures prévoient un délai de deux années pour tout regroupement familial pour les demandeurs d'asile auxquels a été accordé un statut limité de réfugié. L'Allemagne souhaite aussi que soient accélérées les procédures d'expulsion des demandeurs qui n'ont pas obtenu le droit d'asile.

Les municipalités et les Länder font valoir que l'arrivée de quelque 1,1 million de personnes l'an passé les place au bord d'une **crise budgétaire**.

## 3

### Questions à

GUY VERHOFSTADT  
Président des Libéraux  
au Parlement européen

**1 Pourquoi proposez-vous ce plan aujourd'hui?**

Parce que les chefs d'État et de gouvernement sont incapables de gérer cette crise depuis des mois et tombent dans des solutions inacceptables.

**2 Qu'est-ce qui est inacceptable?**

De réintroduire des contrôles

aux frontières, renforcer les conditions pour les réfugiés. La situation dans les camps à l'extérieur et à l'intérieur de l'Union est déplorable, il suffit d'aller visiter Calais pour le voir. C'est le moment d'utiliser cet article 78 du traité qui permet, sans légiférer, de créer une agence temporaire pour gérer les frontières de l'Union.

**3 Vous craignez pour l'avenir de Schengen?**

La Commission parle de gérer cette crise dans six ou huit semaines. Pour adopter le corps de gardes-frontières, ce sera encore plus long. Mais comment va-t-on faire? Si on n'accepte pas ce plan, ce sera la fin de Schengen.

V. G.